12e ANNEE. — N° 25. 20 OCTOBRE 1906.

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE
Un an. . . . . 8 fr.
Six mois. . . . . 4 »
Trois mois. . . . . 2 »

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Ex-Journal LA RÉVOLTE
Paraissant tous les Samedis
AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE ILLUSTRÉ

POUR L'EXTÉRIEUR
Un an . . . . . 10 fr.
Six mois. . . . . 5 »
Trois mois. 2 50

LE NUMÉRO : 15 Centimes

Administration et Rédaction : 4, rue Broca, PARIS (Ve)

Voir à la page 8 le dessin de Geiner.

SOMMAIRE

L'opinion du public, **Michel Petit.**
Le But de la vie, **A. Pratelle.**
Le Congrès d'Amiens, **D.**
Mouvement Social.
Bibliographie.
Correspondances et Communications.
Convocations.
Petite Correspondance.

Aux Amis du Journal

Je leur rappelle qu'il suffit de nous signaler toutes les localités, libraires et gares, où le journal n'est pas en vente et où ils veulent se le procurer pour que nous le fassions expédier d'office.
C'est une façon d'aider à l'expansion.

L'Opinion du Public

Quand un citoyen ou un groupe de citoyens ne peut faire aboutir une réclamation adressée aux autorités, il revendique le soutien de l'opinion publique.

Or, l'opinion publique, c'est celle d'une demi-douzaine de capitalistes qui détiennent la grande presse et exploitent la crédulité de leurs lecteurs pour faire chanter les spéculateurs et le gouvernement.

A l'abri de ces tripatouillages devrait exister l'opinion du public.

Mais pour que le public ait une opinion, il faudrait qu'il fût informé.

Par qui? puisque tous les journaux quotidiens sont entre les mains de la même bande, et que personne, ou à peu près, ne lit les quelques publications qui essaient de vivre en disant la vérité.

Comment le public aurait-il une opinion, puisqu'au lieu d'exercer un peu de critique vis-à-vis des invraisemblables bourdes qu'on lui sert, il trouve plus aisé d'accepter comme parole d'Evangile, tout ce qui est imprimé dans « son journal? »

Et puis c'est si mal porté de ne pas être de l'avis de « tout le monde ».

Cela dénote une si mauvaise éducation de discuter, à tout bout de champ, au lieu d'opiner du bonnet et de citer les proverbes qui constituent la sagesse des nations.

C'est si agréable de vivre toujours en paix avec ses concitoyens et de mériter l'estime de ses voisins et de sa concierge.

La médaille a malheureusement son revers. Viennent les contre-temps, se trouve-t-on acculé à la nécessité de faire appel aux amis, à la concierge, aux voisins, aux concitoyens pour protester avec vous contre une injustice dont vous êtes victime, vous trouvez qu'eux, qui ne l'ont pas subie, continuent à penser que tout va bien et ne peuvent que vous conseiller de prendre patience et de ne pas vous révolter contre l'ordre de choses établi, qui vous satisfaisait vous-même naguère.

Si vous insistez, on vous fait sentir, que, dans votre métier ou dans votre emploi, vous n'avez pas manqué de léser plus ou moins les intérêts de ce public à l'appui duquel vous faites maintenant appel.

Souvenez-vous de la grève des facteurs des imprimés. On plaignait un peu ces prolétaires du fonctionnariat peu remunérés et souvent surchargés de besogne; mais on rappelait les étrennes, les retards dans la distribution du courrier, les disparitions de prospectus, on faisait même participer les facteurs à la défaveur, très justifiée, dont jouit notre administration des postes dont la désorganisation permanente distingue avec éclat la France de la plupart des autres nations.

Ce n'est pas la faute des agents ni des sous-agents, bien entendu.

Mais le public ne peut pas s'en prendre à une entité. Et ce n'est pas sa faute, à lui qui paie assez cher, si l'Etat fait servir à d'autres usages les plus-values du budget des postes, rémunère mal des employés trop peu nombreux et surmenés. Le public sait seulement qu'il fait, pendant des heures, la queue à un guichet pour envoyer un mandat, qu'il est traité mal poliment par le monsieur qui est derrière le guichet, qu'on exagère, comme à plaisir, les innombrables formalités auxquelles est soumise la plus simple opération, que la plupart des receveuses de province ouvrent les lettres pour en savourer le contenu, en petit comité, et que, s'il veut faire parvenir, sans se servir de cette administration incapable, une lettre directement d'un point à un autre, il s'expose à une amende élevée.

Voilà quelques-unes des mille raisons qui rendent le public indifférent et plutôt hostile aux revendications, cependant tout à fait justifiées des malheureux et des malheureuses qui sont entrés dans ce bagne qu'est l'administration postale.

Il en est de même, à quelque degré, de toutes les administrations, de tous les services publics et privés.

Les prolétaires ont trop oublié ce point de vue dans leur lutte contre leurs exploiteurs.

Ils n'ont envisagé jusqu'ici d'autre arme que le syndicat, comme préparation à la lutte, c'est seulement au moment du conflit, quand ils sentent tous les pouvoirs ligués pour les écraser, qu'ils font appel à l'opinion publique.

C'est avant, qu'il fallait se rendre favorable l'opinion du public.

Si chaque employé, chaque salarié avait toujours pour but de sauvegarder les intérêts du public contre ceux du patron qui le roule avec eux, le public, quelque veule et inerte qu'il soit, soutiendrait, tout au moins de ses sympathies, la lutte engagée par les salariés contre le patron. Mais, en temps de paix, les salariés se gardent bien d'informer le public des tripotages qui enrichissent le patron à son détriment, de lui enseigner les trucs pour y échapper, de l'aider à esquiver les ennuis ou les frais inutiles. Ces salariés s'efforcent seulement d'obtenir pour eux les meilleures conditions possibles.

A la suite de chaque grève heureuse pour les salariés, qui paye les frais? Est-ce le patron obligé de céder? Non pas. C'est le public pour lequel on augmente les prix d'achats.

En sorte que chaque victoire d'un petit groupe de salariés se traduit par une défaite de tous les salariés qui constituent la masse des acheteurs; tandis que les capitalistes ne voient pas diminuer d'un centime le rendement de leurs capitaux.

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

Voilà pour quelle juste raison chaque grève actuelle est une lutte circonscrite entre un employeur et ses employés pour savoir quelle sera dorénavant la part de l'un et des autres dans les dépouilles du public.

Que celui-ci se désintéresse de l'issue de cette lutte dans laquelle il est d'avance et fatalement l'éternel vaincu; c'est trop compréhensible!

Il ne demande qu'une chose, c'est quelle se produise le moins souvent possible; puisque pendant qu'elle dure, il subit un renchérissement ou une gêne par manque de denrées, et que, la lutte finie, il continue à payer plus cher.

C'est exactement la situation des habitants non belligérants d'un pays qui est le théâtre d'une guerre. Pillés par les combattants des deux partis, soumis à des taxes extraordinaires, exposés aux coups, et obligés, la paix signée, de payer les frais de la guerre, ces malheureux habitants ne désirent qu'une chose : voir toujours régner la paix.

La guerre entre nations est une boucherie sans motif, un gaspillage de forces vives en pure perte.

La guerre sociale est au contraire une résultante inéluctable d'une organisation qui lèse toutes les lois naturelles.

Il s'agit donc, pour ceux qui souffrent le plus de cette organisation, de se ménager contre le petit groupe des exploiteurs, l'appui de toute la masse des exploités.

Le but d'une grève, à ce point de vue, apparaît beaucoup moins d'obtenir quelques avantages matériels, que de faire sentir, chaque fois, plus vivement, à tout le public, la nécessité de prendre parti.

Quand tout individu, dans toutes les portions de la société, aura été mis dans l'obligation de choisir son camp, le plus grand pas aura été fait.

Les soldats se lèveront non à l'ordre des chefs, mais contre eux. Les salariés de tout ordre refuseront d'enrichir leurs ennemis communs, les patrons, fussent-ils favorisés par quelques-uns d'entre eux, pour faire cause commune avec leurs camarades.

Ce n'est pas une affiche ou quelques discours qui avanceront cette action. Ce sont les actes de chaque jour de chaque prolétaire conscient.

Les employés de Dufayel ont donné un bon exemple en dénonçant au public, au moment de leur grève, le trafic éhonté qu'il subissait de la part de leur patron usurier, et en lui indiquant les moyens de ne pas payer. Cela aurait été encore mieux de le faire, avant la grève.

Il s'agit pour chacun de vivre, dès maintenant, comme on devrait vivre, dans une société bien organisée, de pratiquer l'entr'aide contre les puissances nuisibles. Quand cela se fera-t-il ?

MICHEL PETIT.

OCCASION

Afin de faire de l'argent, dont nous avons un pressant besoin, nous nous décidons à mettre en vente deux collections complètes de nos Albums, tirage ordinaire, au prix de 50 francs chaque, et deux collections, tirage amateur, au prix de 100 francs chaque.

Nous rappelons qu'il s'y trouve toutes les lithographies epuisées, entre autres, l'édition originale de celle de Rysselberghe ; qu'il reste très peu de ces collections, et qu'elles sont vendues 75 et 150 francs.

Le But de la Vie

Puis-je aimer cette vie d'indifférence, cette vie d'hostilité d'une société que j'effarouche?

Hier, mes yeux abusés y apercevaient de nombreux amis, sincères, dévoués, désintéressés, empressés à guider mes jeunes efforts, tout disposés à relever mon courage faiblissant, toujours prêts à me tendre une main fraternelle et à me rendre quelque menu service. Bref, je voyais tout autour de moi des cœurs généreux avec qui sympathiser. Un beau jour, je commets le crime impardonnable de penser, d'exprimer tout haut ma pensée, d'agir conformément à ma pensée. Mes amis s'étonnent; une telle audace ne saurait être admise.

Sur l'heure, ils se séparent de moi, comme d'une bête malfaisante, pour toujours. Et me voilà aimé et compris uniquement par les très rares camarades capables de penser, d'exprimer librement leur pensée et d'agir en toutes circonstances conformément à elle.

Mon horizon n'est pas sans charmes. La nature généreuse y déploie sa grâce printanière, sa mélancolie automnale. Là-bas, la ville grouillante, bruit d'une activité sans trêve. Malgré moi, je fais corps avec cette ambiance. Je le sens. Et si je consacre une part de mes forces à son entretien, je prétends avoir le droit de jouir de sa vue et de ses bienfaits. Et, cependant, malgré mon désir de vibrer à l'unisson de la poésie qui m'environne, et en dépit des mille progrès de l'industrie humaine dont je bénéficie, m'est-il vraiment possible de me plaire dans ce milieu où je respire ?

Certes, cela m'était possible autrefois, alors que mes yeux d'enfant ne comprenaient rien à la vie. A cet âge d'ignorance, toutes les actions de mes semblables pouvaient me paraître logiques et naturelles. Aujourd'hui, les temps sont changés. Mon cœur a compati aux souffrances d'autrui et ma dignité d'homme a bondi sous l'outrage. Mes yeux qui se sont dessillés ont vu cette vie noircie, salie, enlaidie d'usines fumantes et grondantes. Là, derrière ces hauts murs de brique, je devine des milliers de malheureux encaqués dès l'aube et condamnés à tourner leur meule jusqu'au soir. Dehors, le soleil brille. L'air embaumé des bois m'assainit les poumons. La joyeuse chanson de l'alouette se perd là-haut dans l'azur. Mais, vraiment, ai-je le droit d'être joyeux et de jouir en paix de ma vie présente?

Puis-je pleinement goûter aux joies de cette vie alors qu'à l'âge le plus précieux pour moi, à cette heure féconde entre toutes, où je veux aimer, où j'ai besoin d'agir, où tout mon être désire le bonheur d'une vie saine et complète, on m'éloigne brutalement de ce qui m'est cher pour plusieurs années, on me force à porter un uniforme ridicule, on m'assouplit à l'obéissance passive, on m'abrutit le cerveau, on me dessèche le cœur par une gradation savante d'exercices automatiques dont le but logique consiste à tuer son semblable? Puis-je ne pas me dégoûter de cette vie de caserne où, sans nul souci de ma santé physique et morale, on laisse ma saine jeunesse en contact avec les promiscuités les plus répugnantes? Puis-je raisonnablement me passionner pour cette fiction d'une Patrie dont la forme tangible m'échappe et dois-je pour une chimère laisser trouer ma peau qui est une réalité?

Puis-je aimer et puis-je approuver cette organisation mal faite où l'on s'arrache âprement la subsistance, où une effrayante majorité d'humains meurt de misère tandis que quelques-uns jouissent impunément d'une surabondance immméritée? Puis-je me complaire dans cette société de folie où l'on se hait, où l'on se tue, où les passions malsaines s'enflamment pour cet or stupide qui ne possède aucune valeur, aucune propriété merveilleuse en lui-même? Puis-je trouver justes ces hommes qui en arrivent à oublier qu'ils sont des hommes et qui oppriment des frères moins fortunés avec l'idée atroce de jouir sans frein de leur puissance usurpée ou de leurs richesses mal acquises?

Puis-je ne pas être dégoûté de ce monde étrange, biscornu, inesthétique, où tout est agencé, non pour la commodité des individus, non pour le plaisir des yeux; mais seulement pour gagner de l'argent et distinguer cruellement les castes les unes des autres. Nous vivons à une époque antédiluvienne et nos semblables ne savent encore utiliser leur esprit borné qu'à de misérables combinaisons de lucre et de gain. Qu'importent les laideurs pourvu que cela rapporte. La démolition de cette merveilleuse Galerie des Machines n'a aucune importance. Un jour, ce terrain-là sera vendu 600 francs le mètre carré pour y édifier des cubes de pierre sans style. La dynamite fait trembler. Mais pourquoi voudriez-vous que l'humanité que je prévois pour demain ne s'en serve pas contre ces laideurs? Cheminées des fabriques, murailles interminables, amas inextricables de pierres, de briques, de matériaux enchevêtrés, rues bourgeoises où le moëllon vous écrase, ruelles plates, uniformes, monotones des corons et des cités ouvrières, bazars, magasins, musées, palais, édifices officiels aux lignes anguleuses, éphémères, représentants d'un régime qui ne durera pas, je vous maudis !

Et néanmoins, j'aime la vie..... J'aime la vie parce que, malgré moi, je fais partie intégrante du Grand Tout, toujours en évolution vers le mieux. J'aime la vie, parce que j'ai en moi l'absolue certitude qu'au delà du temps présent, la vie sera plus douce aux hommes. J'aime la vie, parce que je sais que, de toute cette misère, de toutes ces noirceurs, accumulées par la folie du pouvoir et la concentration des richesses, va surgir une irrésistible armée de volontés éveillées à la conscience du monde. J'aime passionnément cette vie présente, parce que, comme de la cuve où bouillonne le vin, d'où surnage l'écume et au fond de laquelle se dépose la lie, j'aperçois l'avenir généreux qui fermente et qui bouillonne, et les déchets sociaux qui, tout naturellement, s'en séparent.

Oui j'aime, j'aime cette belle vie de l'heure présente. Homère, Eschyle, Dante, Shakespeare, vos drames et vos épopées pâlissent devant les luttes de géants des mineurs, des porcelainiers, des débardeurs des ports, des tisseurs, des syndiqués parisiens. Ils pâlissent devant ces levées énormes des pétroliers du Caucase, des métallurgistes westphaliens, des mineurs de Pensylvanie. Ils pâlissent devant les insurrections de Cronstadt et de Moscou, devant les âpres défenses de la Pologne et de la Finlande, contre le géant russe. Ils pâlissent devant le courage d'un Kalaïef, d'un Schmidt, d'une Spiridowna, d'une Konoplianikowa. Rien n'est beau comme leurs actes, et l'Antiquité n'offre que de très rares exemples où l'individu se soit sacrifié pour élargir la vie.

J'aime le beau drame de cette vie, de notre vie. Mais, je m'en voudrais d'être contraint à rester simple spectateur du drame. Je veux la vie meilleure, de toutes mes forces et c'est pour la rendre meilleure que je vis et que j'entends agir.

J'entends agir. Bien entendu, autrement que ces inconscients qui s'en vont le cœur tranquille après avoir jeté deux sous dans la sébille d'un

prétendu pauvre. Autrement aussi que ces demi-conscients dont le seul acte consiste à se procurer l'organe d'études sociales chaque semaine. De toutes parts, l'horrible vieux monde s'effrite et se lézarde. Je serais bien bête d'attendre que ses débris me tombent sur le dos. Je serais bien naïf de croire aux belles paroles de ceux qui s'efforcent de rafistoler l'immeuble au lieu de le mettre à bas. C'est par manque de courage que l'on suit les mauvais conseils des prêcheurs de calme. Le calme, c'est pour toujours une vie laide, odieuse, irrespirable, cette vie infernale que je hais, que nous haïssons tous. J'entends agir en insurrection constante et raisonnée contre la vie qui nous est faite. J'ai des forces, une intelligence, une énergie latente à mettre en valeur, quelques ressources. Ce serait un crime que de ne pas les consacrer à la destruction de cette organisation néfaste, à la procréation d'un mieux-être cher à mon cœur.

J'ai beaucoup parlé de moi. N'est-il pas temps de parler un peu des autres. Si tous ceux que l'iniquité révolte étaient capables de vivre en insurrection constante contre elle, si tous les esprits ouverts à l'entendement de nos idées, si tous les lecteurs assidus des rares organes bien sincères sentaient en eux l'ardent désir de transformer la face des choses, tous voudraient faire un maximum de sacrifices; et tous, chaque fois qu'ils le peuvent auraient à cœur d'apporter leur part de bien être, de loisirs, d'intelligence, d'efforts de volonté au tas commun. Quel beau défrichement les camarades conscients n'obtiendraient-ilspas s'ils savaient s'éduquer théoriquement et pratiquement, se parfaire par eux-mêmes et aiguiller le but de leur vie vers la Révolution indispensable. Que tous les sincères qui se réclament d'une société anarchique et harmonique, d'une humanité débarrassée de nos misères et de nos laideurs le veuillent résolument, comme je le veux, comme une phalange de militants le veulent, en étudiant leurs moyens d'action, en essayant leurs forces, puis en prêchant d'exemple aussi souvent que possible. Bientôt cette majorité de parias qui n'a pas encore trouvé un But, un Idéal dans la vie aura le moyen de s'intéresser au nôtre, de le désirer puis de marcher ainsi que nous, à sa conquête.

A. PRATELLE.

Faites-nous des Abonnés!

LE CONGRÈS D'AMIENS

Notre camarade Pierre Monatte, qui a pris part au XVe Congrès national corporatif, écrira dans notre prochain numéro, un article sur ce Congrès. Il en restituera avec sa netteté coutumière la physionomie générale, il en dira les resultats pratiques, qui, dès aujourd'hui, apparaissent considérables. Le Congrès d'Amiens, dans l'histoire du prolétariat français, marque une date nouvelle, aussi importante, peut-être, que celle qu'avait deux ans plus tôt, marquée celui de Bourges, qui fonda le syndicalisme révolutionnaire, sur les ruines de toutes les écoles et de tous les partis.

Nous nous bornerons aujourd'hui à reproduire les principales résolutions votées par les délégués, qui étaient au nombre de trois cents, porteurs de 1,038 mandats, répartis entre 55 Fédérations de métier ou d'industrie (1).

Le Congrès s'était ouvert le lundi 8 octobre au matin, mais ce n'est que le lendemain matin qu'il se déclara régulièrement constitué.

Son premier acte fut de voter à une quasi-unanimité une motion Dhooge, flétrissant le *Réveil du Nord*:

Qui ne cesse de jeter suspicions et ordures sur toutes les organisations confédérées, qui n'a pas craint d'insulter abominablement les militants syndicalistes et les ouvriers en grève dans le Pas-de-Calais en les traitant de « professionnels du cambriolage » et qui, en outre, fut l'instigateur éhonté du fameux « complot » dont le gouvernement actuel aussi perfide que tous ses prédécesseurs, s'est servi pour emprisonner les membres du Comité confédéral et pour enrayer le mouvement d'émancipation des huit heures.

Il fut passé ensuite à la discussion des rapports confédéraux. Glissons sur les incidents provoqués par le passage du rapport de Griffuelhes, concernant l'attitude des mécaniciens au 1er mai. Le point important de cette discussion est la résolution que vota le Congrès relativement aux relations internationales.

On sait qu'il existe un bureau syndical international, fondé à Stuttgard, et destiné à servir de lien entre les mouvements ouvriers nationaux. Ce Bureau, dont le secrétaire est le *député social-démocrate* Carl Legien, et qui a son siège à Berlin, a tenu en 1904, une nouvelle *conférence* (c'est le terme adopté) à Dublin. Yvetot et Griffuelhes y assistèrent, mais la conference, outre qu'elle ne fit rien, refusa de mettre à son ordre du jour les propositions des Français afferentes à l'antimilitarisme et à la grève générale. Le rapport déposé par Griffuelhes et Yvetot ne fut pas même distribué. On sait que les Allemands et les Anglais ne brillent pas précisément par l'enthousiasme révolutionnaire : la conférence de Dublin le montra une fois de plus.

Devant la volonté d'étouffement manifesté par elle, la C. G. T. fut amenée à mettre comme condition de sa participation à la conférence suivante (celle d'Amsterdam) l'inscription à l'ordre du jour de l'antimilitarisme, de la grève générale et des 8 heures. Il ne lui fut pas répondu. Pouget, qui avait été délégué à Amsterdam, ne s'y rendit donc point.

On sait aussi que Griffuelhes qui, en janvier dernier, au moment où les relations entre les gouvernements français et allemand étaient des plus tendues, fut envoyé à Berlin pour s'entendre avec la *Commission générale des Syndicats*, à l'effet de manifestations simultanées contre la guerre, échoua dans sa mission. La conséquence de cet échec avait été la suspension par le Comité confédéral français de ses rapports avec le Secrétariat international. Il appartenait au Congrès d'Amiens de fixer l'attitude du mouvement ouvrier français vis-à-vis des mouvements ouvriers étrangers.

Deux ordres du jour se trouvèrent en présence. L'un était signé Keufer, Coupat et Niel, et déclarait que .

Quels qu'aient été les résultats donnés jusqu'à ce jour par les conférences internationales, il est nécessaire que la C. G. T. y soit toujours représentée à l'avenir.

L'autre était signé de notre ami Paul Delesalle. Il était ainsi conçu :

Le Congrès, après avoir entendu critiques et réponses sur le passage du rapport relatif aux « Rapports Internationaux », approuve l'attitude du Comité Confédéral, pour avoir momentanément suspendu les relations avec le Secrétariat International, qui a refusé d'inscrire à l'ordre du jour des Conférences Internationales, les questions : *La Grève Générale, la Journée de Huit heures, l'Antimilitarisme.*

Il invite le Comité Confédéral à reprendre les relations avec le Secrétariat International, en demandant à nouveau l'inscription à l'ordre du jour des questions précédemment refusées.

L'ordre de jour Delesalle fut voté à une grande majorité, ainsi que l'addition suivante, proposée par l'ami Pouget :

Au cas où le Secrétariat International s'y refuserait, s'abritant derrière la motion adoptée à Amsterdam, dont il ne voudrait pas demander l'annulation à la prochaine Conférence, le Comité Confédéral est invite à rentrer en rapports directs avec les Centres nationaux affiliés, en passant par-dessus le Secrétariat International.

Il n'est pas besoin de faire ressortir toute l'importance de ce vote. Il apparaîtra capital.

La discussion des rapports ne se termina que dans la soirée du mercredi. Elle aboutit à des votes approbatifs. Le rapport de Griffuelhes, au nom de la Section des Fédérations, fut approuvé par 827 voix contre 108; celui d'Yvetot, au nom de la Section des Bourses, le fut par 672 voix contre 215, et celui de Pouget, au nom de la *Voix du Peuple*, par 594 contre 318.

On put aborder le lendemain la suite de l'ordre du jour.

Le Congrès vota le jeudi que l'agitation pour les huit heures serait reprise avec toute la vigueur de naguère, mais laissa au Comité le soin d'en fixer le terme après avis des Fédérations.

Il nomma également une Commission de propagande des huit heures.

Puis, Merrheim fit voter la motion suivante, qui causera aux adversaires de la *législation ouvrière*, si chère à nos bons politiciens, une vive satisfaction :

Considérant que les lois ouvrières en projet telles que celles sur l'abitrage obligatoire, participation aux bénéfices, contrat collectif du travail, représentation dans les conseils de sociétés industrielles, ont toutes pour objet d'entraver le développement du syndicalisme et d'étrangler le droit de grève notamment, de diviser la classe ouvrière en ne reconnaissant pas aux travailleurs de l'Etat les mêmes libertés qu'à ceux de l'industrie privée;

Considérant que l'Etat-patron est tenu, au même titre, si ce n'est davantage, en vertu même des principes de liberté dont il se réclame, de laisser aux travailleurs de l'Etat la même liberté qu'aux travailleurs de l'industrie privée;

Le Congrès proteste énergiquement contre tout projet qui les exclurait et repousse tous ceux qui auraient pour objet de diminuer les libertés ouvrières;

Considérant que le droit nouveau auquel nous aspirons et vers lequel tendent tous les efforts des syndicats, Bourses du Travail, Fédérations, Confédération générale du Travail ne peut sortir que des luttes ouvrières sur le terrain économique, le Congrès invite les Fédérations à se préparer à entreprendre une agitation énergique au moment où elle deviendrait nécessaire, contre tout projet tendant à l'étranglement de l'action syndicale.

Ce fut dans la séance du jeudi soir que commença la discussion tant attendue de la proposition du Textile. Quelques délégués avaient reçu mandat de s'y opposer de toutes leurs forces. Le Congrès s'y refusa et fit bien : la *question préalable* n'est pas, ne sera jamais une solution. La discussion eut lieu et le vote qui la sanctionna ne nous permet pas de le regretter, bien au contraire.

C'est Renard, secrétaire de la Fédération du Textile, qui ouvrit le feu. Il est inutile de résumer son discours : il conclut au rapprochement entre l'organisation économique de la classe ouvrière et sa soi-disant organisation politique, autrement dit le Parti socialiste. Dooghe, du Textile de Reims, lui répondit avec force. Puis Tillet, au nom de la Céramique, vint appuyer Renard : on sait que la Fédération de la Céramique, dont le siège est à Limoges est aux mains des social-démocrates. Bousquet parle ensuite contre toute entente, puis Niel qui chercha une fois de plus à mettre tout le monde d'accord.

La discussion se poursuivit avec une force merveilleuse le vendredi et le samedi tout entiers. Quand, le vendredi matin, il apparut qu'il était de toute nécessité de limiter le nombre des orateurs, il fut décidé que chacune des trois tendances représentées au sein du Congrès, aurait droit à trois orateurs. Merrheim, Broutchoux et Latapie furent désignés par les révolutionnaires pour porter la parole en leur nom; Keufer, Doizié et Coupat le furent par les partisans de l'absolue neutralité syndicale; Philippe, Parvy et Renard par les partisans de l'entente avec le Parti socialiste.

Du discours de Merrheim, nous devons détacher quelques mots :

Vous avez dit encore, Renard, que nous devons donner aux députés des lois à faire. Ils peuvent s'inspirer de nous, c'est leur droit, c'est même leur devoir; mais je ne puis rien leur demander, puisqu'ils ne peuvent nous satisfaire.

Vous avez parlé de la cathédrale que vous avez bâtie. Votre cathédrale est vide. Elle n'a qu'une jolie façade. Roubaix a été la Mecque socialiste. Il en est peu où les salaires soient aussi bas : neuf francs par semaine! Il n'y a pas de classe ouvrière plus écrasée...

Je n'ai pas le droit, ayant souffert de ce mariage politico-syndical, ayant vu tomber des organisations fondées, je n'ai pas le droit d'accepter votre thèse.

Ne venez pas diminuer la Confédération, la gêner dans son action, l'empêcher de briser la légalité qui nous étouffe.

Keufer termine son discours en déposant la motion suivante qu'il importe de transcrire, à titre documentaire :

Considérant que, dans l'intérêt de l'union nécessaire des travailleurs dans leurs organisations syn-

(1) Sur ce nombre, 47 mandats furent rejetés par la Commission de vérification des pouvoirs (séance du mardi matin).

dicales et fédérales respectives, et pour conserver le caractère exclusivement économique de l'action syndicale, il y a lieu de bannir toutes discussions et préoccupations politiques, philosophiques et religieuses du sein de l'organisme confédéral ;

Que la Confédération générale du Travail, organe d'union et de coordination de toutes les forces ouvrières, tout en laissant à ses adhérents entière liberté d'action politique hors le syndicat, n'a pas plus à devenir un instrument d'agitation anarchiste et antiparlementaire qu'à établir des rapports officiels ou officieux, permanents ou temporaires, avec quelque parti politique ou philosophique que ce soit ;

Affirme que l'action parlementaire doit se faire parallèlement à l'action syndicale, cette double action pouvant contribuer à l'œuvre d'émancipation ouvrière et à la défense des intérêts corporatifs.

C'est Griffuelhes, qui, au nom du bureau confédéral, prit la parole le dernier. Notre envie est grande de reproduire tout entier ce discours d'une pensée si forte et si juste, mais notre place est limitée, et il nous faut nous borner, et arriver aux scrutins.

Ceux-ci eurent lieu le samedi matin. Ils firent au Textile une défaite écrasante. Ce fut en vain que Renard, pour sauver au moins la moitié de sa motion, propose le vote *par division* : le Congrès était résolu à écarter la motion toute entière, ce qui fut fait par 724 voix contre 34 (1).

Griffuelhes alors déposa la résolution suivante, qui fut acceptée par 824 voix contre 3. Nous la citerons tout entière, car elle exprime d'une façon saisissante la pensée du syndicalisme révolutionnaire :

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'assimilations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ;

Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

Comme conséquence en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat, les opinions qu'il professe au dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

Dans sa dernière séance, le congrès vota encore une motion antimilitariste d'Yvetot. Et voici le texte qui souleva plus d'une clameur chez les partisans de la neutralité syndicale absolue :

Le Congrès de la C. G. T., tenant compte de la majorité significative qui s'est affirmée sur l'adoption des rapports du comité confédéral de la section des Bourses et de la *Voix du Peuple*, comprend que les ouvriers organisés de France ont suffisamment démontré leur approbation de la propagande antimilitariste et antipatriotique.

Cependant, le Congrès affirme que la propagande antimilitariste et antipatriotique doit devenir toujours plus intense et toujours plus audacieuse.

Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations, ou coloniale, la classe ouvrière est dupe ou sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise.

C'est pourquoi le 15e Congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique, qui peut seule compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.

Cette motion énergique fut votée par 488 voix contre 310.

Il ne restait plus qu'à ratifier les propositions diverses présentées par les commissions nommées au début du Congrès. Nous reviendrons sur ces propositions dans notre prochain numéro. Puis le 15e Congrès national corporatif fut déclaré terminé.

D.

(1) Il y eut aussi un ordre du jour Niel, auquel Coupat s'était rallié. Mais le Congrès s'étant prononcé pour l'ordre du jour de Griffuelhes, celui de Niel ne fut pas même mis aux voix.

MOUVEMENT SOCIAL

Liberté, Egalité, etc. — Deux soldats d'infanterie de marine ont été condamnés, par le conseil de guerre de Cherbourg à quinze et soixante jours de prison.

Ils avaient crié devant un monument patriotique : « A bas l'armée ! Mort aux grades ! L'armée, il n'en faut plus ! »

L'avocat a allégué pour leur défense l'exemple de M. Camille Pelletan, qui fut reçu à Cherbourg au son de l'*Internationale* et qui a, devant tous, officiers et soldats, salué le drapeau rouge.

En France, on est libre de jouer la comédie ; mais, le jour où vous prenez le rôle au sérieux, halte-là !

A. Pr.

Saint-Etienne.

La grève du lait. — Le 5 octobre les Stéphanois durent se passer de lait, aucun fournisseur n'en avait reçu. On s'imagine le mécontentement général. Qu'était-il donc arrivé ?

En septembre, les paysans de la région avaient décidé de vendre le lait 0 fr. 25 le litre au lieu de 0 fr. 20, à partir du 1er octobre.

La veille de ce jour la clientèle fut prévenue de cette augmentation. La récolte avait été mauvaise, le foin était cher, les poules ne faisaient point d'œufs..., les vaches se vendaient à vil prix, etc., force leur était donc d'augmenter le prix du lait.

Certains épiciers ne voyant dans cette augmentation qu'un surplus de bénéfice à retirer (1) acceptèrent aussitôt. D'autres, moins rapaces, firent observer aux laitiers que les ouvriers eux aussi vivaient péniblement, et que si le bétail se vendait pour rien, les bouchers n'en avaient pas diminué le prix de la viande, pas plus que les laitiers lorsqu'ils avaient du lait en abondance ne l'avaient vendu meilleur marché.

Certains paysans finirent par comprendre que le lait augmentant, la consommation s'en restreindrait, et que, obligés d'en faire du beurre et du fromage, ils perdraient d'un côté ce qu'ils auraient gagné de l'autre. Finalement ils consentirent à laisser le lait au même prix. De leur côté les épiciers leur cédèrent la remise dite de « la bonne mesure ».

Donc jusqu'au 4 octobre certains vendirent le lait 0 fr. 20 et d'autres 0 fr. 25.

De ce fait les laitiers se faisaient concurrence. Il fallait unifier les prix. Les laitiers se réunirent et décidèrent de ne plus envoyer de lait a Saint-Etienne tant que les épiciers ne le paieraient pas 0 fr. 25. C'était la grève générale ! Elle eut lieu mais ne dura qu'un jour.

Ce jour là les laitiers passèrent chez les débitants et les firent adhérer par écrit à l'augmentation. Sauf de rares exceptions, tous acceptèrent et le lendemain le service reprit comme de coutume. Il avait suffi d'un jour de grève générale pour que les laitiers triomphent. Loin de perdre un sou sur leurs bénéfices, ils auront un surcroît de gain. Car la récolte n'a pas été si mauvaise qu'on le dit, et même le bruit a couru que cette grève avait été menée par des accapareurs qui avaient acheté quantité de lait à 0 fr. 12 le litre !

Le plus fort, c'est que les Stéphanois n'ont pas protesté. Cependant si à la grève des vendeurs ils avaient opposé celle des consommateurs, et boycotté les épiciers, l'augmentation n'aurait pas eu lieu.

Les ouvriers passementiers et armuriers auraient dû se rappeler que les paysans ne vivent pas uniquement du travail agricole, mais qu'ils font encore à bas prix des rubans et des armes, et qu'en outre ils sont presque tous propriétaires. Je veux bien qu'ils soient surchargés d'impôts, mais qu'ils s'en prennent à l'Etat.

Ah ! si après une grève de garçons boulangers les patrons augmentaient le prix du pain, ce que les consommateurs en pousseraient des cris contre les sales grévistes.

La conclusion de cela, c'est qu'il y a toute une éducation du public à faire. Je crois qu'un bon moyen serait de propager l'idée de la grève telle que la conçoit M. Nettlau dans *La responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière.*

Noël Demeure.

(1) Les débitants de lait ont pour bénéfice la vente du dimanche, plus celle d'un jour par mois pour la « bonne mesure » qu'ils ne font... jamais à leurs clients.

MOUVEMENT OUVRIER

Politique et Syndicats. — Le Congrès d'Amiens a fait justice de la proposition du Textile ; la menace un moment suspendue sur la tête de la Confédération générale du Travail a été écartée ; le syndicalisme continuera son œuvre d'organisation, d'éducation et de résistance, sans plus se préoccuper des partis politiques, qui se disputent le privilège de faire notre bonheur, que s'ils n'existaient pas.

Ce qui fût advenu de l'organisation ouvrière, au cas où le Textile l'eût emporté, on l'imagine sans peine : la politique tue ou corrompt tout ce qu'elle touche, elle eût fait de la Confédération ce qu'elle a fait du parti socialiste, un fantôme sans pouvoir et sans vie véritable, oscillant entre un révolutionnarisme verbal et traditionnel et un réformisme électoral d'ailleurs impuissant.

Notre camarade John Turner a publié, dans l'avant-dernier numéro de la *Voix du Peuple*, un article bien intéressant sur l'effet de la politique dans les syndicats anglais. Cet article n'aura pas manqué d'influencer les décisions d'Amiens. Nos camarades qui ne lisent pas la *Voix du Peuple* ne seront pas fâchés, je pense, d'en trouver un résumé à cette place.

— C'est un fait que depuis cinq ou six ans, nous dit Turner, les nouvelles Unions de métiers perdaient en force numérique. « Leur ancien esprit militant s'était épuisé, et au lieu de travailler à l'amélioration des conditions économiques de leurs membres, les administrateurs de ces Unions dépensaient leur temps et leur énergie à se créer des positions politiques pour eux-mêmes. »

La plus franchement politicienne des nouvelles Unions est celle des gaziers. W. Thorne, à la fois député aux Communes et... juge de paix, en est le secrétaire, et elle a un autre membre au Parlement. Or, cette Union qui avait, en 1900, 48.000 membres, n'en comptait plus, en 1904, que 29.000. Dans le même laps de temps, l'Union des terrassiers a perdu près de la moitié de ses effectifs (il est vrai que son secrétaire est devenu député) et l'Union amalgamée des travailleurs en général en a perdu exactement la moitié.

Toutes les Unions qui se sont jetées dans la politique ont décru numériquement.

« Quelques individus, dit Turner, ont gagné une influence politique, mais les membres de ces Unions ont perdu leur pouvoir economique. »

Seule, une Union a accru ses effectifs entre 1900 et 1904 : c'est celle des charretiers de Londres qui, de 3.654 membres, est passée à 5.537, or, le fondateur et l'inspirateur de cette Union est le camarade E. Leggatt, — un anarchiste ! — et les charretiers ont suivi obstinément une tactique toute économique.

La décroissance des Unions des travailleurs qualifiés (*skilled*) est moins accusée. C'est qu'elles assurent à leurs membres des avantages assez appréciables pour en entraver la désertion. Il n'en est pas moins vrai que les employés des chemins de fer ont perdu 2.000 membres en quatre ans ; mais ils ont fait entrer trois des leurs au Parlement !...

Ainsi donc, le fait est général. Toutes les *nouvelles* Unions (Turner appelle ainsi toutes celles

qui surgirent après 1880 sous l'influence du mouvement socialiste) ont vu s'éclaircir leurs rangs.

Au contraire, les vieilles Unions conservatrices, forteresse du trade unionisme, où n'entrent que des travailleurs qualifiés (*skilled*), continuent à croître lentement, malgré la part qu'elles prirent aux élections dernières. Cela provient uniquement de ce fait qu'elles offrent à leurs membres des avantages considérables, en les assurant contre les accidents du travail et contre la vieillesse, contre la maladie, contre le chômage, etc. Mais ces Unions-là ne nous intéressent certes pas autant que les premières qui, elles, avaient été créées pour la lutte « et qui, après s'être lassées de la lutte, ne s'occupent plus que de politique ».

Voilà le témoignage qu'apporte, en militant très informé, le camarade John Turner. Il valait la peine d'être résumé ici, où l'on ne cesse pas de lutter contre les altérations politiciennes du mouvement ouvrier.

AM. D.

Saint-Claude.

La population reste dans un état de surexcitation nerveuse.

Après la rentrée triomphante des ouvriers pipiers les patrons apeurés ayant repris courage devant les forces de gendarmerie déployées à leur service, se font tirer l'oreille à remplir leurs engagements.

De plus, des poursuites ont été faites et des condamnations prononcées contre dix-huit camarades. Malgré les plaidoiries d'Hervé et de Moutet, nos bons bourgeois érigés en juges firent leur besogne consciencieusement et octroyèrent des peines variant de 6 mois de prison à 50 francs d'amende,

D'autres grèves suivent leur cours, grèves minimes par le nombre et qui sont le résultat du mouvement qui se produit ici, l'esprit d'imitation a du bon; ce sont: grèves des boulangers, des ouvriers d'une usine de celluloïd, de lapidaires, et je crois que l'agitation se fait sentir encore sur d'autres corporations.

F. REGAD.

RUSSIE

Boucherie. — Le 14 avril, le tsar a fait exécuter 19 des matelots mutinés de Cronstadt. Nous avons un récit de l'exécution qu'il convient de reproduire :

Il faisait un vent violent et glacial. Les condamnés, qui avaient entonné un hymne funèbre révolutionnaire furent rangés en ligne et attachés à une corde tendue devant eux, puis au signal du feu les soldats tirèrent, non par salve, mais à volonté. Trois seulement des condamnés furent tués sur le coup; les autres furent blessés et bientôt ce ne fut plus qu'une masse d'où s'élevaient des hurlements de douleur, des supplications et des malédictions.

Les soldats tirèrent une seconde fois mais il n'y avait pas moyen de viser dans ce tas. On distribua alors de nouvelles cartouches aux soldats qui continuèrent à tirer à bout portant. Ce fut une véritable boucherie à la suite de laquelle les corps furent jetés à la mer.

Le tsar paiera; le tsarisme paiera, et tous les horribles bourgeois de France qui ont offert aux fusilleurs la poudre et les balles de l'exécution devront payer aussi !

Intelligence administrative. — L'édition française de la *Société Mourante et l'Anarchie* de J. Grave est interdite en Russie; des exemplaires ont été retournés aux expéditeurs par la censure. Par contre, l'édition russe continue à se vendre librement au pays des massacreurs.

ALLEMAGNE

Persécutions. — Nos amis ne cessent d'être persécutés. C'est ainsi qu'à Berlin, le 25 septembre, les bureaux du *Révolutionar* furent cambriolés par la police, de même les camarades Sauter, Wehner, Neumann, Nieluschewsky, et Zumpe, chez ce dernier, on s'empara de 42 exemplaires du « Internationalen Rebellen-Liederbuches ».

Le dernier numéro du « *Freie Arbeiter* » vient d'être confisqué à cause de provocations à la désobéissance des militaires.

A Krefeld, le 30 septembre dernier, nos camarades avaient organisé une réunion publique, mais la police ayant fait pression sur le propriétaire du local, le meeting ne put avoir lieu. A Karlsruhe, notre chère police avec le zèle qui lui est coutumier avait décidé une expédition chez un de nos camarades, mais ce dernier avait entendu par hasard un dialogue significatif entre sa propriétaire et les policiers et lorsque ceux-ci se présentèrent le lendemain matin l'oiseau était envolé.

Et voilà comment la bourgeoisie récompense ses auxilliaires, ainsi que le *Vorwaerts*, l'organe officiel des social-démocrates, persiste méchamment à nommer les anarchistes.

P. BOUREY.

ÉTATS-UNIS

La Jungle. — Le *beefpacker* Armour vient d'ecrire un livre : *Les Packers et le Peuple*, en réponse à Upton Sinclair.

On sait que celui-ci et d'autres encore ont dénoncé les *stockyards* de Chicago, pour être des enfers de pourriture et de maladie. M. Armour ne daigne même pas mentionner *La Jungle*, mais en revanche, il fait remarquer avec un admirable sang-froid que ce sont ses wagons à lui qui ont donné naissance au commerce des fruits en Amérique. Il est inutile de rappeler à quelles spéculations scandaleuses il a pu se livrer avec ses wagons refrigérants qu'il fait circuler exclusivement sur certaines lignes et dont il peut fixer le prix de transport comme bon lui semble. Les pépiniéristes doivent payer le prix fixé où bien alors cesser de produire.

Sur la question brûlante de la mise en boîte, M. Ogden Armour est muet comme une carpe. S'il reconnaît que « l'égorgement des animaux et leur transformation en conserves n'est pas un travail de salon », il n'oublie pas d'appuyer sur sa « rectitude » personnelle et sur celle de ses confrères.

La condition sanitaire des *yards* est maintenant parfaite, dit-il, la période des critiques non motivées et inintelligentes contre les *packers* que nous traversons affecte directement notre exportation, cet élément si considérable de notre prospérité nationale. Lorsqu'un Américain, amateur de sensations, agitateur politique ou écrivain d'un périodique, cherche à se faire une renommée en attaquant les *packers*, il porte atteinte à toute l'industrie des viandes des Etats-Unis ainsi qu'à chaque propriétaire de bestiaux, éleveur de porcs ou de moutons, et à tous ceux qui ont des intérêts dans l'industrie des viandes.

Que répondre à cette surabondance de logique? Essayons toujours. Je découpe dans un journal anglais :

A la suite d'une investigation officielle sur l'industrie des viandes conservées à Hiroshima (Japon), on a trouvé que les boîtes étiquetées *bœuf bouilli* contenaient de la viande de cheval si ingénieusement préparée qu'elle n'a pu être identifiée qu'après une analyse minutieuse.

Encore une coupure :

Un membre du Conseil du district rural de Bandon (comté de Cork), M. O'Donovan a fait remarquer en séance du Conseil que les trusts américains prenaient leurs clients irlandais pour des cannibales. Il déclara qu'un fermier de la localité avait récemment découvert dans un baril de bœuf salé américain des morceaux d'une cuisse humaine. Il ajouta qu'il pouvait l'affirmer sous serment.

C'est suffisant pour aujourd'hui.

A. PR.

BELGIQUE

Le lock-out à Verviers. — Rien n'est changé dans la situation depuis l'ouverture des hostilités. Le chômage reste complet dans toutes les usines de l'industrie textile et atteint plus de 20,000 travailleurs.

Pour donner le change à l'opinion publique qui leur est fort hostile, les patrons ont déclaré le lock-out virtuellement levé; leurs fabriques sont ouvertes à qui veut y rentrer; mais il faut se soumettre aux conditions qu'ils ont posées. Le manifeste qui contient celles-ci constitue un véritable défi à la classe ouvrière.

Les patrons entendent rétablir, dans tout son absolutisme, leur autorité ébranlée par les syndicats; ceux-ci, en fait, ne seraient plus reconnus; les revendications collectives ne seraient plus admises, les réclamations devraient se faire individuellement et hiérarchiquement, par l'entremise des contremaîtres et des ingénieurs; plus de contact direct entre le patronat et les salariés, les responsabilités peuvent ainsi être esquivées plus aisément, les uns les reportant sur les autres. Les conflits collectifs seraient portés devant un conseil d'arbitrage composé de quatre patrons et de quatre ouvriers. Comme machine à duper les travailleurs, ce serait un modèle du genre : deux délégués patrons seraient nommés par leurs pairs et deux par les ouvriers, les quatre délégués ouvriers étant, de même choisis, deux par leurs camarades et deux par les patrons, de sorte que, dans ce conseil, à l'opinion des deux travailleurs délégués par leurs frères s'opposerait toujours le parti-pris des quatre patrons et l'opinion commandée des deux ouvriers (traîtres à leur classe évidemment) choisis par leurs maîtres. Les patrons prétendent, en outre, réintroduire le tissage à deux métiers que les travailleurs firent supprimer il y a quelques années, et qui réintroduirait parmi eux, avec la surproduction, le surmenage des uns et le chômage des autres. Enfin, une série de mesures seraient prises pour entraver l'action syndicale : interdiction de tenir des réunions dans les fabriques pendant les temps de repos, défense d'afficher les convocations ou tous autres avis, de distribuer des manifestes, journaux ou brochures, etc., etc.

Dans ces conditions, pas un seul lock-outé n'a voulu reprendre le travail et la bataille continue. Bataille bien passive, il est vrai. Un grand élan de solidarité s'est manifesté par tout le pays pour soutenir les compagnons verviétois; il est admirable; mais, peut-être, a-t-il ce funeste effet de faire trop espérer, aux compagnons en lutte, de l'appui que les autres leur prêtent et pas assez de leur énergie propre, et de tous les moyens d'action énergique qui sont en leur pouvoir et qui, mieux et plus vite que tous autres, pourraient réduire le patronat à moins d'arrogance, à un plus grand respect de la dignité ouvrière.

Toujours est-il que les sentiments de solidarité qui animent toute la partie consciente du prolétariat belge sont en soi très admirables. Des milliers de familles ouvrent leurs foyers aux enfants des lock-outés pour les mettre à l'abri de toute misère pendant le temps de la lutte, et il y a beaucoup plus d'offres qu'il ne se trouve, à Verviers, de parents disposés à se séparer de leurs enfants. On prépare même, si celui des petits ne suffit pas, l'exode des parents; la ville de Verviers sera vidée de sa population ouvrière, celle-ci se répandra dans tout le pays pour être hébergée par les autres familles de la classe ouvrière et nourrie par les coopératives.

Ainsi l'on voit se développer par les nécessités mêmes de l'action, de la lutte de classe, la pratique de ces hauts sentiments de solidarité et d'entraide qui seront le ciment des sociétés futures. Et le cœur des révolutionnaires peut se remplir d'espoir et d'allégresse.

Cette joie pourtant ne peut être sans mélange. Nous sommes loin de compte encore; car si la solidarité prolétarienne se manifeste, ce n'est pas, sans être encore fâcheusement marquée, çà et là, du sceau du monde où nous vivons, du monde capitaliste. Le sentiment de la propriété entache encore fortement la solidarité des travailleurs, lorsque celle-ci se manifeste sous forme de *prêts d'argent*. Oh! la triste chose! Et des socialistes la préconisent! Ces dévoyés ne reculeront-ils devant aucune transaction, devant aucune trahison à l'égard des principes communistes! Ainsi que des banquiers, les représentants des syndicats du Parti ouvrier vont débattre à Verviers, les conditions des prêts qu'ils peuvent consentir aux organisations en lutte; on suscite aussi des prêts individuels (en général 0.50 par semaine) dont le remboursement est garanti par les coopératives du Parti qui jouent ainsi le rôle de banques. C'est à ces procédés qu'on n'a point honte d'avoir recours parmi les socialistes. Il faut de l'argent à nos frères de Verviers, c'est entendu, puisqu'ils n'ont plus de salaires et qu'il leur faut du pain et que le moment n'est pas encore venu d'aller en *prendre* où il y en a. Mais pour leur en donner, faut-il user de tels moyens? Eh quoi! va-t-on entretenir au sein même des organisations ouvrières le sentiment de la propriété privée? L'argent que les syndicats ont dans leurs caisses leur appartient-il en propre? Ou ne doit-il pas être à la disposition libre de ceux qui en ont besoin dans la lutte de classe? Le prêt d'argent, manifestation de l'esprit capitaliste, doit être refusé par la classe ouvrière. S'il entre dans la destinée historique de celle-ci de réaliser un jour la société communiste par son triomphe final sur

la bourgeoisie, le rôle de tout socialiste conscient ne devrait-il pas être d'écarter autant qu'il peut de son action toute pratique bourgeoise?

Une fois de plus, les collectivistes belges faillissent à leur mission révolutionnaire. Nous voulons propager cette idée, dans la classe ouvrière, que tout est à tous, et qu'à tous ceux qui ont besoin chacun doit *donner* selon ses moyens.

HENRI FUSS-AMORÉ.

ROUMANIE

La police russe en Roumanie. — Entre autres nouvelles d'ici, je noterai l'expulsion du frère de Marie Spiridowna, qui s'était réfugié en Roumanie d autant plus confiant en son hospitalité qu'il est d'origine roumaine, étant de la Bessarabie.

Il est triste de dire que l'appel du pauvre Spiridonow à la presse roumaine ne fut pas entendu de celle-ci, et bien qu'il fût inscrit à la Faculté de médecine de l'Université de Jassy, pas un seul de ses camarades d'école ne dit mot, eux qui avaient fait tant de bruit lors du conflit gréco-roumain.

Les policiers russes vont et viennent en Roumanie, certes plus en sûreté qu'en Russie et leur chef présumé, le Grec Mellas, se promène bras dessous avec le préfet de Galatz et est reçu par l'aristocratie.

Congrès socialiste. — Au mois de septembre dernier, le jeune parti socialiste roumain a tenu son premier Congrès. Ce qu'il y eut de caractéristique, c'est qu'il n'y fut pas parlé de politique. Toute la discussion roula sur la lutte économique à laquelle doivent se consacrer les travailleurs et qui a comme but la grève générale.

J. NEGULESCU.

HONGRIE (*suite*).

Nous devons nous rappeler à ce sujet les paroles de *Bebel* qui affirmait que malgré ses cheveux gris *il prendra encore les armes si la patrie est en danger. Tellement ont changé les idées démocratiques depuis qu'elles sont entrées au Parlement.*

Le suffrage universel n'est en aucune façon le triomple du socialisme. Au contraire par lui *on arrache les dents vénimeuses* et ardentes des *agitateurs socialistes et on les rend inoffensifs.*

Tout le monde sait bien que c'est le canal naturel des mécontentements socialistes, de la révolution qui menace d'éclater.

De même qu'en creusant d'avance un lit au torrent qui menace de renverser, emporter et ravager tout ce qu'il trouve dans sa route nous le rendons inoffensif et nous pourrons peut-être même l'employer pour nos buts, de même *en réglant* à temps *les puissants instincts populaires* nous les rendons inoffensifs et *nous pourrons les employer pour nos propres fins, au service de la politique* et de l'œuvre que nous poursuivons et *qui doit satisfaire nos intérêts* ».

Comme ce discours est fait à des électeurs, par suite à des bourgeois jouissant d'une certaine culture intellectuelle, en tout cas d'un certain nombre de privilèges et de droits que l'ouvrier ne connaît point, c'est moins une série de promesses trompeuses qu'une démonstration claire et en quelque sorte scientifique du moyen de dominer le peuple, de canaliser ses légitimes fureurs, d'étouffer ses instincts de révolte et de les satisfaire tout en continuant à l'exploiter économiquement au même degré qu'auparavant et tout en ne renonçant à aucun des privilèges que la société capitaliste confère à la classe régnante et riche. C'est une iniatiation caractéristique, — pourrais-je dire en d'autres circonstances — confidentielle ou évitée parce que superflue ou imprudente, faite par un bourgeois éclairé à d'autres qui le sont moins, mais qui sont toujours ses frères de classe, aux moyens et secrets de la politique qui permettent à une poignée d'hommes de tenir en esclavage et d'exploiter tout un peuple, en ne courant même pas les risques d'une fureur ou d'une révolte des opprimés.

Aussi les ouvriers ne se laissèrent-ils pas duper par ces paroles.

Bien que les journaux démocrates et socialistes portassent aux nues le ministre et bien qu'on ne parlât partout que d'une alliance secrète entre les socialistes et le gouvernement (d'autres disaient même entre la royauté et le peuple contre la féodalité et l'aristocratie, et d'un « camarade ministre », les ouvriers restèrent presque indifférents et continuèrent leur lutte à eux, la lutte économique; les grèves qui seules, en attendant, peuvent améliorer leur situation et remportèrent plusieurs victoires.

Ce serait un peu long d'énumérer tous ces mouvements et toutes ces grèves; je me contenterai donc d'en décrire les principes importants non seulement par les améliorarions immédiates qu'ils ont apportées mais aussi par l'influence qu'ils ont eue sur le mouvement émancipateur en général et sur la lutte des classes en particulier.

La grève des ouvriers du gaz de 1905. — Immédiatement après le succès éclatant des ouvriers maçons dont nous avons parlé l'année dernière, les gaziers se mirent également en grève. C'est une des plus importantes, sinon la plus importante du prolétariat hongrois, parce qu'elle a donné un nouvel élan à la lutte des classes et a montré pour la première fois aux bourgeois qu'ils n'ont pas affaire à des individus isolés exploitables à merci, mais à des forces multiples, organisées, et solidaires entre elles.

La direction de la Compagnie du gaz ayant refusé d'abord de recevoir une délégation ouvrière, tous les ouvriers, même ceux qui avaient déjà obtenu satisfaction, y compris machinistes et contremaîtres, abandonnèrent pour la seconde fois le travail et en moins de quatre heures tous les ouvriers de toutes les compagnies du gaz chômaient. Ceux qui avaient été corrompus par les patrons ou qui étaient venus d'ailleurs furent arrachés des usines malgré le grand nombre de soldats et agents postés devant les usines. Devant cette attitude énergique, les patrons durent céder, ils durent convoquer la délégation et le comité de grève et consentir à toutes leurs demandes qui étaient:

1° Les ouvriers travaillant dans la cour recevront un salaire minimum de 2 couronnes 40, ceux qui travaillent depuis 5 ans, 2 couronnes 50, ceux depuis 10 ans, 2 couronnes 60.

2° Repos d'une heure et demie à midi, provisoirement pendant les seuls mois de mai à août compris.

3° Les ouvriers des magasins recevront 3 couronnes 40 à 4 couronnes 10 par jour.

4° Les ouvriers instruits travaillant dans les ateliers où les habits se déchirent vite recevront un supplément de 25 0/0.

5° Les heures supplémentaires seront payées avec une élévation de salaire de 25 0/0.

Mais encore une fois ce qui rend cette lutte très importante, c'est qu'elle a réduit le patronat à traiter directement avec le syndicat. Or, en s'adressant au syndicat le patronat s'est de nouveau rendu compte (et avoué officiellement) qu'il n'a plus à faire à quelques ouvriers isolés qu'il pourrait toujours tromper ou acheter, mais à une masse consciente de ses forces et de ses droits, résolue et prête à une résistance acharnée.

La lutte entre le travail et le capital en reçoit une accentuation nouvelle. Les non convaincus, les faibles et les hésitants comprennent alors d'eux-mêmes que c'est seulement en s'organisant dans le cadre de leur classe qu'ils peuvent l'emporter dans cette lutte et améliorer leur situation. De ce chef, la grève amène au syndicat plus de nouveaux adhérents que n'importe quel discours et n'importe quelle propagande.

Organisations des postiers, garçons épiciers et journalistes rédacteurs de province). — Le succès des ouvriers du gaz avait été précédé par l'organisation des postiers de Budapest qui se mirent aussi immédiatement en grève et obtinrent une augmentation annuelle de 80 couronnes. Il fut suivi par l'organisation des garçons d'épicerie qui adhérèrent également au syndicat des employés de commerce. Peu après, il se produisit un fait intéressant. Les rédacteurs et journalistes de province, que les bourgeois croyaient pour toujours gagnés à leur cause, quoiqu'ils ne leur allouaient pas de meilleur paiement en général qu'aux ouvriers et dont ils voulaient se servir contre ces derniers, convoquèrent un grand congrès et résolurent de s'organiser en un syndicat comme les ouvriers. Mais ce qui surprit encore plus c'est qu'ils résolurent à l'unanimité d'adhérer au mouvement social-démocrate international.

Malheureusement cela ne devait pas durer. Les politiciens, agents du patronat chargés de faire oublier aux ouvriers leurs revendications, épiaient tous leurs mouvements. Voyant qu'ils allaient de succès en succès, ils voulurent à n'importe quel prix les détourner de la lutte économique. L'occasion ne se fit pas attendre. Le parti oppositionnel ayant sommé la nation de se joindre à lui, sous prétexte que le pays était en danger, le gouvernement répondit que lui seul pouvait et voulait faire justice aux revendications du peuple. Pour montrer sa sincérité, il ajoutait que dès l'ouverture du Parlement, il déposerait le projet du suffrage universel au vote secret. Ces paroles ne manquèrent point leur but. Les journaux socialistes et démocratiques applaudirent frénétiquement comme la première fois et conseillèrent aux ouvriers de combattre énergiquement la coalition. Ils dirent en outre que c'était le moment d'arracher le privilège du vote aux bourgeois et que les ouvriers devaient s'organiser en vue de cette lutte et y consacrer tous leurs moyens.

Or en demandant le suffrage universel, les ouvriers non seulement s'engageaient dans la lutte politique mais se mettaient aussi en même temps à côté du gouvernement, contact qui n'est pas sans danger. Il en résulta une sorte d'amitié entre les deux éléments pourtant si contraires par leurs buts, intentions et intérêts, amitié que le gouvernement tâcha d'encourager.

La chose n'était point difficile puisque maintenant, les ouvriers comme le gouvernement, se contentaient de combattre la coalition comme si cela dût empêcher leurs patrons de les exploiter.

Et de fait, les ouvriers négligèrent complètement la lutte économique, toutes leurs forces furent désormais consacrées à la politique et au suffrage universel.

Aux multiples et victorieuses grèves d'autrefois succéda, pendant plus de six mois, une stagnation complète dans les syndicats. Il n'y eut plus de socialistes pour demander des salaires plus hauts ou des journées de travail plus courtes. Tous étaient occupés à demander le droit d'élire des législateurs.

A. MANTEAU.

(*A suivre.*)

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer au prochain numéro la *Variété* : **Élisée Reclus.**

BIBLIOGRAPHIE

Hygiène des sédentaires, par le docteur C. Pagès (1). — Le lecteur qui chercherait dans cet ouvrage un guide détaillé qu'il n'aurait qu'à suivre pas à pas pour pratiquer une hygiène conforme aux conditions spéciales de son individualité, serait certainement déçu en le parcourant. L'*Hygiène des sédentaires* n'est pas un évangile, un catéchisme auquel il n'y a plus qu'à se fier servilement.

Nul plus que le docteur Pagès n'est ennemi des dogmes, des articles de foi et des prescriptions ex-cathedra. « Les différences individuelles sont trop grandes, dit-il, pour que j'aie jamais songé à fixer l'hygiene personnelle, et j'ai voulu seulement fournir les renseignements propres à l'établir. »

Son livre est, en effet, une étude réfléchie, minutieusement analysée des meilleures conditions d'hygiène et des plus profitables pratiques qui intéressent le sédentaire, l' « immanuel », comme il appelle, par opposition au « manuel », l'homme de bureau, ou celui qui se livre à une besogne intellectuelle.

Mais ces conditions générales établies, ces pratiques décrites, l'auteur laisse à chacun l'initiative de choisir ce qui convient à son tempérament. « S'il est vrai, dit-il, que tout homme parvenu à la maturité doive avoir assez de connaissances et se connaître assez lui-même pour être son propre hygiéniste, cette faculté doit se rencontrer surtout chez les ouvriers de la pensée, auxquels ce livre s'adresse. » Il est absurde, pense-t-il, d'établir une règle uniforme pour tous. Ne doit-on pas tenir compte, outre des différences de tempérament, de celles de climats, de races, de conditions sociales, d'âges, d'hérédité, etc.? Donc, une

(1) Un vol. 3 fr. 50, à la Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

fois les principes généraux posés, c'est à la raison, au jugement de chacun qu'il est fait appel.

Cette méthode n'est pas pour nous déplaire, nous qui en tout et pour tout préconisons le développement de l'initiative, qui proclamons la conscience individuelle seule loi de l'individu.

C'est pourquoi le livre du docteur Pagès nous a séduit, ou tout au moins l'esprit qui l'inspire, car, quant à la partie technique, nous nous déclarons incompétent.

Il nous a séduit aussi, nous protagonistes de l'épanouissement intégral de l'individualité humaine, par son amour de la beauté physique. « A moins d'une grosse tare originelle, dit-il ailleurs, ou de graves accidents, quand ils voudront ils seront *beaux*, quand ils voudront ils seront forts, quand ils voudront ils seront sains. »

L'antidogmatisme de l'auteur, son appel à l'initiative de chacun, son culte de la beauté, il ne nous en a pas fallu davantage pour trouver son œuvre digne d'être recommandée à l'anarchiste, c'est-à-dire à l'ennemi des dognes, au libre esprit ne relevant que de sa conscience, au passionné de l'intégrale beauté humaine.

ANDRÉ GIRARD.

Nous avons reçu :

Ciencia y Religion, par Pedro Gori, traduction espagnole, par J. Prat. — 1 broch. à 0 fr. 15, Réus (Espagne).

L'Homme et la Terre, par Elisée Reclus, séries 12, 13 et 14, 2 fr. 50 chaque. — Librairie Universelle, 33, rue de Provence.

De chez Schleicher :

L'Origine des espèces, par Darwin, 1 vol. de 604 pages, 2 fr 50; 3 fr. 15 par la poste.

Librairie rationaliste, essai de bibliographie contemporaine, 1 vol., 2 francs.

Les foules de Lourdes, par J.-K. Huysmans, 1 vol., 3 fr. 50, chez Stock.

A voir :

Chronique russe, par Galantara : « Assiette au beurre », nº 287.

Le prochain dessin sera signé BRADBERRY.

Correspondances et Communications

× **Vient de paraître** le premier numéro de l'*A. I. A.*, bulletin de l'Association internationale antimilitariste.

Au sommaire, les signatures de Gustave Hervé, d'André Girard, de G. Yvetot et de Félicie Numietska.

Le bulletin est agrémenté de vignettes. Souhaitons-lui amicalement bonne propagande et longue vie.

× **Les Temps Nouveaux et la Vie Ouvrière** sont en vente à la Librairie Artistique, 42, rue Jules-Juillet, Creil (Oise).

× **Si des camarades** de profession agricole veulent s'expatrier en Amérique, ils peuvent s'adresser à G. Weiss, fermier à Sandy-Hook (Connecticut), qui leur facilitera les moyens de trouver du travail.

× MONTPELLIER. — **Groupe d'Etudes sociales.** — Samedi 20 courant, à huit heures et demie, au Café du Plant de l'Olivier, réunion du groupe.

Adresser correspondance et communications : Raoul Grès, rue de Candolle.

× SAINT-OUEN. — **Comité de défense pour Louis Grandidier.** — Grand meeting de protestation, le samedi 20 octobre, à huit heures et demie du soir, salle Germain, Café du Sport.

Orateurs : Gustave Hervé, docteur Meslier, Sélaquet, Philippe, conseiller municipal de Saint-Denis; Miguel Almereyda, R. De Marmande.

Entrée gratuite.

× BELGIQUE. — **La Colonie Libertaire de Stockel-Bois** prévient toutes les personnes qui s'y intéressent, qu'elle s'est transférée rue Verte, 57, à Boitsfort.

× FRAMERIES. — **L'U. P. de Frameries** (Belgique), vient de prendre l'initiative d'une Exposition populaire des beaux-arts, qui sera visible du 20 octobre au 2 novembre.

Un choix de tableaux, sculptures, eaux-fortes, pastels, affiches, lithographies et estampes, dus à des artistes remarquables de l'heure présente, a été fait spécialement pour l'éducation artistique du peuple.

Nota. — Les lithographies éditées par *Les Temps Nouveaux* seront visibles à cette exposition.

Entrée : 50 centimes (gratuite pour les ouvriers).

Espérons que le public accordera sa sympathie à une tentative aussi audacieuse

× FRIBOURG. — **La Commission de propagande** de l'Union Ouvrière met à la disposition des organisations ouvrières suisses des camarades conférenciers pour des causeries contradictoires.

Voici les sujets qui peuvent être traitées :

En français : le sabotage, le label, l'action directe, la coopération et coopératives, la limitation des naissances, le syndicalisme, le militarisme.

En allemand : les syndicats de l'alimentation.

En italien : l'antimilitarisme.

Prière d'avertir du sujet choisi quelques jours à l'avance, à l'dresse de Jules Erlebach, secrétaire de l'U. O., villa Favorite, Beauregard.

× **L'Alliance scientifique à Madagascar.** — L'Alliance scientifique universelle, cette grande association internationale qui continue à prendre un développement prodigieux dans les cinq parties du monde, vient de constituer un Comité central à Madagascar, sous la présidence de M. Baduel. Une partie importante des indigènes de cette grande île africaine appartient à la même race que les populations autochtones de la Polynésie. Qu'on y réfléchisse.

Le Président général pour l'Océanie, M. Macdonald, qui s'intéresse tout particulièrement aux groupes réputés primitifs et inférieurs de l'humanité, s'occupe en ce moment de cette grande question, ainsi que le Comité central qui fonctionne sous sa direction à Melbourne, en Australie.

× **La Réforme de l'Enseignement primaire.** — Cette grande question vient d'être mise à l'étude par un certain nombre de Comités de l'Alliance scientifique universelle, non seulement en France, mais dans plusieurs autres parties du monde.

Le 28 octobre prochain, ce grand problème est inscrit à l'ordre du jour d'une séance du Comité de Fontenay-aux-Roses (Seine), où une discussion générale, avec le concours de plusieurs instituteurs, s'engagera sous la présidence de M. Gervais, assisté du Dr Artault, président local.

CONVOCATIONS

× **La Semaille**, 21, rue Boyer, Paris.

Vendredi 19. — L. Delpon : Les îles d'Ouessant et de Sein. — Pêcheurs et pilleurs d'épaves.

Mardi 23. — R. Hubert (de l'A. E. R.) : Les théories de la propriété.

× **Maison Commune**, 45, rue de Saintonge. — Salle du premier étage, cours élémentaire d'Espéranto tous les lundis, à 8 h. 1/2.

× **Création d'un milieu libre.** — Samedi 20 octobre, à 8 h. 1/2 du soir, réunion des partisans, salle de l'Aube sociale, 4, passage Davy (XVIIIe).

× **Grupo liberecana esperantista.** — Lundi 22 octobre, à 8 h. 1/2, 12, rue de l'Ancienne-Comédie, cours d'Espéranto.

× **Fondation Universitaire de Belleville**, 19, rue de Belleville.

Jeudi 25 octobre. — 24 heures de caserne par MM. Louis Deneuville et Henri Moreaux; lecture des 2 premiers actes.

Samedi 27 octobre.

Lecture des 3e et 4e actes.

× **Changement d'adresse.** — Les camarades sont invités à adresser tout ce qui concerne « Internacia Socia Revuo », à Louis, 45, rue de Saintonge, Paris (IIIe).

Joindre un timbre pour la réponse.

× **L'Aube sociale**, 4, passage Davy.

Mardi 23 octobre. — Kownacki : La Science sociale d'après Herbert Spencer.

Mardi 30 octobre. — Causerie du camarade Charlot : Critiques syndicales.

× **La Concentration artistique.** — Tous les dimanches, salle de la Grille, 136, boulevard de l'Hôpital. Apéritif-concert de 4 à 7 heures du soir, organisé par les *Amis de la Chanson*.

Entrée libre.

× AUBERVILLIERS-PANTIN. — **Groupe Espéranto.** — Réunion le samedi 24 octobre, à 8 h. 1/2, salle Belet, route de Flandre.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse libertaire.** Vendredi 26 octobre, *La Vie*, par Froment.

× BILLANCOURT. — **L'Harmonie universelle**, groupe communiste d'émancipation intégrale. — Réunion tous les mercredis soirs, à 8 h. 1/2, provisoirement chez le camarade Armand, 28, rue des Peupliers.

× SAINT-OUEN. — **Jeunesse Libertaire.** — Dimanche 21, visite au Jardin des Plantes : Minéralogie, Paléontologie, sous la direction de V. Froment.

Réunion à une heure du soir, salle Tavernier, 10, avenue des Batignolles.

× LEVALLOIS-PERRET. — **Soirée de camaraderie**, le samedi 20 octobre, à la salle des Travailleurs, 61, rue de Cormeille.

Au programme, chants et déclamation par divers camarades; causerie, par Libertad, et *le Portefeuille*, un acte de O. Mirbeau.

Prix d'entrée : 30 centimes.

× LYON. — **A. I. A.** — Les réunions auront lieu le vendredi de chaque semaine au lieu du mardi, salle de l'Etoile, 150, rue Cuvier.

On y traitera de l'organisation de soirées familiales dans les divers quartiers de Lyon.

Soirée familiale, dimanche 28 octobre, salle Chamarande, 26, rue Paul-Bert.

× TOULON. — **Jeunesse libre.** — Les cours d'espéranto sont définitivement créés, ils auront lieu le lundi et le jeudi, de 6 heures à 7 heures du soir, au local de la J. L., 14, rue Nicolas-Laugier, premier étage.

× TOULOUSE. — **Groupe anarchiste.** — Réunion samedi 20 octobre, *rue du May, 9*, à 8 h. 1/2 du soir.

× ANGERS. — **Groupe libertaire d'études sociales** « ancienne amicale des idées pacifiques ». — Réunion le dimanche 4 novembre 1906, à 9 heures du matin, boulevard Henri-Arnaud, 18, au premier étage.

× MARSEILLE. — **Meeting de protestation** contre les arrestations de Barcelone et la fermeture de l'Ecole Moderne, le samedi 20 octobre, à neuf heures du soir, grande salle de la Bourse du Travail

Orateurs : Jean Marestan, José Castan, délégué de l'Union des Sociétés ouvrières de Barcelone, Lerroux, député espagnol; Quadrantini, du groupe d'études sociales italien. Entrée libre.

EN VENTE

Nous avons deux collections complètes de l'almanach du *Père Peinard*, y compris celui de l'année 1894, absolument introuvable.

Nous les laisserons à 10 francs chaque.

COIN DES ENFANTS

La souscription au 3e volume est ouverte. Le volume sera laissé aux souscripteurs à 2.50 franco, avec faculté d'avoir, au même prix, les volumes précédents parus.

A tout souscripteur de 5 exemplaires, ils seront laissés à 2 francs le volume.

Le volume en préparation contiendra, en outre, des contes parus dans le supplément, deux contes inédits.

Petite Correspondance

B,, à Saint-Affrique. — J'ai réexpédié le numéro non reçu. Réclamez à la poste. L'expédition a été faite.

C., à Vuarennes. — *L'Autorité paternelle* et la *Liberté par l'enseignement*, épuisées.

B. V., à Bernay. — « Le Mariage libre », épuisé.

Reçu pour le journal :

Roussel et Leleu, 1 franc. — C. R., à Romorantin, 0 fr. 50. — Abonné 193, 10 francs. — M. L., 3 francs. — Jeumont, 2 francs. — F., au Mans, 5 francs. — R., au Vésinet, 1 franc.

Merci à tous.

M., à Indret. — E. F., à Avignon. — Syndicat des Agriculteurs. — B., à Chinon. — J. G., à Lure. — E. F., à Epernay. — H. L. — G. L. — J. C., à Barcelone. — J. L., à Spring-Valley. — G. A. C. — R., à Cœsmes. — B. P., à Marseille. — K., à Genève. — C., à Bourg-Argental. — R., à Saint-Claude. — V., à Chaumont. — D., à Maraussan. — T. G., à Vaux. — D., à Fresnes. — R. H., Plaine-Saint-Denis. — M., à Creil. — A. M., à Montner.

Reçu timbres et mandats.

Reçu pour les révolutionnaires russes : M. B., 20 francs. — Listes précédentes : 76 fr. 25. — En tout : 96 fr. 25.

Là-dessus, il a été remis 60 francs pour un camarade partant pour la Russie.

Le Mans. — Attendez pour les bustes. Les camarades qui vous empilent, ce sont des bourgeois auxquels il ne manque que le capital pour être de parfaits exploiteurs, avec l'hypocrisie en plus. *Mariage libre*, épuisé.

Le Gérant : J. GRAVE.

IMPRIMERIE DES TEMPS NOUVEAUX, 4, rue Broca, Paris

Un Discours politique.

Dessin de GELNER.

"Sacrés Russes! Ça vole, ça pille. Nous sommes aussi des révolutionnaires, mais nous restons des honnêtes ouvriers."